



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **03 mars 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le vingt-huit février à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 février 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 31

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 2

Yannick **LE COQ** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**

Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

2022.02/07

RESSOURCES HUMAINES – TÉLÉTRAVAIL – CHARTE DU TÉLÉTRAVAIL – CHARTE DÉCONNEXION – ADOPTION - MISE EN ŒUVRE – AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux sur la base du volontariat, de façon régulière ou ponctuelle, en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 détermine ses conditions d'exercice à savoir le nombre maximal de jours dédiés au télétravail, la nécessité d'une demande de l'agent, les moyens mis à disposition ainsi que les modalités d'organisation des missions. Il prévoit qu'une délibération précise les modalités de mise en œuvre du télétravail dans la collectivité, après consultation du comité technique.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 introduit la possibilité de recourir ponctuellement au télétravail ; le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 précise ces possibilités de recours ponctuel en modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016.

L'expérience consécutive à la crise sanitaire qui perdure depuis le 17 mars 2020, a démontré la nécessité pour l'administration de développer de nouvelles modalités d'organisation du travail en faisant preuve d'adaptabilité.

Par conséquent, le télétravail a pu être expérimenté de façon sanitaire au sein de la collectivité et a concerné 74 postes, limitant ainsi le champ d'application aux tâches plus administratives, eu égard à la part importante des métiers de la ville justifiant la présence des agents.

Compte tenu de cette expérience, la Ville de Montivilliers souhaite désormais s'engager dans une démarche de mise en place du télétravail, laquelle s'inscrit dans le cadre de la stratégie de gestion des ressources humaines et en particulier dans les chantiers portant sur l'organisation du travail, la qualité de vie au travail et la conciliation entre la vie professionnelle et personnelle.

Pour les postes dont les missions sont éligibles, le télétravail doit permettre :

- Une efficience des agents par un environnement de travail favorisant une plus grande concentration ;
- La participation à la modernisation de l'administration dans ses méthodes et son organisation du travail, en cohérence avec la stratégie numérique portée par la ville ;
- Un bien-être des agents grâce à la réduction des temps de trajets domicile-lieu de travail et une plus grande souplesse dans l'organisation personnelle du travail ;
- La réduction du bilan carbone de la collectivité, en cohérence avec les ambitions de la Ville en matière de transition écologique.

L'instauration du télétravail implique de réinterroger d'une part les modalités d'organisation du travail au sein de la collectivité et d'autre part les pratiques managériales en vigueur. Afin d'en garantir le succès, il est proposé la validation d'une charte de télétravail définissant la procédure de mise en œuvre du télétravail et ses modalités d'organisation.

Dans le même temps, et afin de garantir aux agents le respect d'une vie professionnelle et leur vie personnelle, il est également proposé de valider la charte du droit à la déconnexion, réaffirmant la nécessité de respect des temps de repos.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133.

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature ;

VU le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

VU l'avis du comité technique en date du 25 février 2022.

CONSIDÉRANT

- Que les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation,
- Que la collectivité met à disposition de ses agents les moyens numériques nécessaires à l'exercice de leurs missions en télétravail,
- Que la Ville de Montivilliers est soucieuse de garantir à ses agents un équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle,
- Qu'il revient à la charte relative au télétravail de cadrer les modalités d'organisation et de mise en œuvre du télétravail, à la fois concernant les missions éligibles et concernant l'ensemble des règles et dispositions régissant le télétravail au sein de la collectivité.

VU le rapport du Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- **D'adopter le principe du télétravail dans les services municipaux,**
- **D'adopter la présente charte du télétravail valant règlement intérieur ainsi que la charte relative au droit à la déconnexion.**

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.